

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 4

23^e année • mercredi 22 janvier 2020

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

2020: LE DÉBUT D'UN NOUVEAU MONDE



NEIL LABRADOR

Sur les marches du palais de Rumine à Lausanne, Greta Thunberg est venue partager avec des milliers de jeunes sa volonté d'agir pour sauver la planète. Une immense manifestation s'était déroulée auparavant, marquant le 1^{er} anniversaire de la grève du climat en Suisse. Cette mobilisation a succédé à un procès et à un verdict historique acquittant des jeunes militants. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Un mouvement qui monte de la base

Sylviane Herranz

Déjà presque 50 jours de grève! Des dizaines de journées d'action. Des centaines de manifestations. Des milliers et des milliers de salariées et de salariés français ont entamé un bras de fer avec le président Macron le 5 décembre. Si, dans quelques secteurs, certains commencent à s'essouffler, d'autres, dans des assemblées d'entreprises, d'écoles, d'hôpitaux, reconduisent jour après jour la grève pour le retrait du projet de réforme des retraites. Les danseuses de l'Opéra de Paris, comme son orchestre, fortement affectés par la disparition de leur régime spécial, ont donné des représentations sur le parvis de l'opéra Bastille. Des milliers d'avocats sont entrés dans la

danse, certains n'hésitant pas à jeter leur robe aux pieds de la ministre de la Justice. 1200 médecins ont démissionné en bloc de leurs fonctions administratives, après déjà de longs mois de lutte pour la survie des hôpitaux. Si le métro parisien reprend peu à peu du service, le syndicat réformiste Unsa-RATP ayant appelé samedi à la suspension de la grève, d'autres services continuent le combat sans relâche. Les huit raffineries du pays sont touchées par le mouvement, faisant craindre une pénurie d'essence. Les dockers bloquent les sept grands ports du pays. Les syndicats appellent à des «journées mortes» les 22, 23 et 24 janvier. Le projet de loi sur les retraites sera présenté au Conseil des ministres ce 24 janvier. A cette date, l'Intersyndicale, réunissant les grandes organisations du pays et des syndicats étudiants et lycéens, appelle à une journée massive de grève et de manifestations.

Bien que présentant des signes d'essoufflement, ce mouvement social inédit, montant de la base et auquel participent aussi les Gilets jaunes, était toujours soutenu par 60% de la population la semaine dernière. L'enjeu est grand. Comme le disent les danseurs, choristes, musiciens ou techniciens de l'opéra: «Nous ne pouvons pas être la génération qui aura sacrifié les suivantes». Une prise de conscience collective de ce qui se cache derrière le système à points voulu par Macron émerge. Un régime qui fera le bonheur des fonds de pension, à l'image de

BlackRock, dont le PDG France a été promu le 1^{er} janvier officier de la Légion d'honneur... Grâce à son système actuel, la France est en tête des pays européens avec le plus bas taux de pauvreté parmi les retraités. Il manque de l'argent pour le maintenir? Les syndicats proposent des solutions: augmenter les salaires, appliquer immédiatement l'égalité salariale, développer l'emploi stable, mettre fin à la précarité, de la jeunesse en particulier, soumettre les plateformes numériques à cotisations, ou encore en finir avec les exonérations patronales. Ce n'est bien évidemment pas l'avis de la ministre du Travail de Macron, la millionnaire Muriel Pénicaud, qui expliquait la semaine dernière sur *Franceinfo* que les syndicats pourraient proposer des améliorations du système à points lors de la future Conférence de financement, mais à une condition: que cela ne renchérisse pas le coût du travail... Ce qui porterait préjudice à l'emploi. Chantage traditionnel. Les travailleurs grecs le savent mieux que personne, eux qui ont vu leurs salaires réduire comme peau de chagrin, et leurs postes de travail aussi. Les salariées et les salariés français ne sont pas dupes. Leur mouvement de défense de la retraite concentre également la colère contre des conditions de travail et d'existence qui ne cessent de se dégrader. Malgré les pertes de revenus immédiates, beaucoup sont prêts à ne rien lâcher. ■

PROFIL



Pat Genet, l'écriture, compagne à part entière. **PAGE 2**

ANNEMASSE

«La grève n'est pas terminée».

PAGE 3

GENÈVE

Dignité pour les mineurs non accompagnés.

PAGE 5

JUSTICE

Un long combat contre Nestlé.

PAGE 9

L'ÉCRITURE, COMPAGNE À PART ENTIÈRE

Auteur, musicien et journaliste, Pat Genet mène de front une carrière artistique et un travail qui, plus que d'assurer sa seule subsistance, lui offre un certain équilibre

Sonya Mermoud

C'est un oiseau nocturne. Un être attaché à ces «moments suspendus, hors du temps» et à l'illusion que, les autres dormant, il accède alors à quelque chose qui leur échappe. C'est un «nébuleux mélancolique» comme il se définit lui-même qui cultive néanmoins la capacité d'émerveillement de l'enfant. A 36 ans, Pat Genet, crinière rêveuse et silhouette longiligne, partage sa vie entre un travail de rédacteur web au quotidien *Le Nouvelliste* et une passion pour la création à laquelle il s'adonne généralement la nuit. Journaliste professionnel à la ville, le trentenaire cumule les casquettes à la scène, évoluant comme auteur, chanteur et bassiste. Le Valaisan a mis le pied à l'étrier avec l'écriture, découvrant à l'âge de 17 ans l'œuvre de Rimbaud et rédigeant ses premiers vers, à la suite d'une rupture amoureuse. Depuis, la plume n'a plus quitté le studieux collégien plus enclin à occuper les premiers rangs qu'à végéter au fond de la classe, à côté du radiateur...

PLUSIEURS LECTURES

Dès 2003, des artistes tels qu'Aliose, Pascal Rinaldi ou encore Thierry Romanens recourent aux talents de parolier de Pat Genet, un genre différent mais qu'il a aussi apprivoisé. Le trentenaire mène également ses propres projets. En 2017, il publie, aux Editions Cousu Mouche *Animal Torpedo*, un recueil de poèmes. Cette même année, il fonde, avec l'auteur et musicien Régis Savigny rencontré dans le Jura au cours d'un stage consacré à leur art, le groupe d'electro-rock Ostande. Ce nom se réfère à la ville belge éponyme, sans en respecter toutefois l'orthographe. Il fait écho à l'émotion que ressent Pat Genet devant ces villes balnéaires du nord, hors saison. «Une ambiance âpre» teintée d'une certaine tristesse qui émeut le Valaisan. Ostande est aussi la résultante d'une histoire amoureuse contrariée avec, à la clef, des textes jugés trop personnels pour être confiés à d'autres.

«Mon acolyte écrit également mais, en général, il s'occupe plutôt de la musique», précise l'artiste engagé encore dans d'autres formations et privilégiant les chansons offrant plusieurs lectures. Portes ouvertes à l'universel et à l'intime où les relations humaines au sens large servent de fil rouge. Où l'ordinaire se teinte de poésie. Où le temps, un instant, s'arrête pour nous rappeler d'être. Rien ne ressourçait davantage d'ailleurs l'auteur que de se détendre, un café à la main, sur son balcon surplombant une rue marchande de Martigny, à observer le ballet des passants... Un pas de côté, à distance du monde.

SCANDALEUX À PLUS D'UN TITRE

Confiant sa peur de voir les hommes se couper de leur part d'humanité, inquiet quant à l'avenir de la planète, Pat Genet ne se laisse pas pour autant paralyser par ses craintes. Et se réjouit des mouvements sociaux en cours. «On assiste aujourd'hui à des réveils en masse. Des soulèvements aux quatre coins de la Terre. Nombre de personnes se lèvent pour protester. Crient leur ras-le-bol d'être pressées comme des citrons, jetées à la rue, dénoncent des guerres qui ne sont pas les leurs...» énonce en vrac, grave, Pat Genet mentionnant aussi au passage le drame de la migration, la misère de camps surpeuplés, le suicide de gosses de l'exil. «Un geste d'adultes si tenté qu'il se justifie. De quoi mesurer la désillusion, la désespérance», s'indigne, choqué, l'artiste qui malgré tout, conserve foi en l'homme. Sa capacité à prendre de la distance, à mettre de la légèreté dans les moments les plus graves l'éloigne en effet d'un pessimisme tranché, comme son souci de rester connecté à l'enfant qu'il était. «Si je suis heureux? Dans le contexte actuel du monde, ce serait scandaleux de répondre par la négative, mais tout aussi scandaleux de s'en satisfaire», répond Pat Genet qui, questionné sur une couleur de prédilection, opte pour le gris. «Elle me correspond. Je peux passer du blanc le plus lumineux au noir le plus profond», ex-

plique le jeune homme aux nombreux tatouages: un corbeau illustrant sa face sombre, un dessin infantile d'une fillette comme un clin d'œil à sa définition du bonheur – «c'est un rire d'enfant» – ou encore un carré imparfait, «à l'image des êtres».

TOUT VIVRE

A la veille de la sortie d'un CD d'Ostande, Pat Genet rêve de remuer le cœur de son public: «J'espère, à travers mes contributions artistiques, inciter les personnes à regarder en elles et en direction des autres, à se dépasser.» Fan de Nicolas Bouvier, conquis par Bashung, les Pink Floyd et Noir Désir, l'auteur et journaliste ne change-

rait pas une virgule à sa vie s'il fallait la réécrire. Une existence et un parcours professionnel déjà riches. Pat Genet a travaillé pour différents périodiques et bénéficie d'une expérience de plusieurs années au théâtre du Passage à Neuchâtel où il a rempli la fonction d'administrateur de la compagnie du même nom et de chargé de communication. Le Valaisan a en outre œuvré pour le compte de Sion Festival. En 2015, il a rejoint les rangs du quotidien valaisan. Un emploi apprécié par le licencié en lettres, qui l'aide aussi, précise-t-il, à trouver un équilibre et une certaine discipline. Nécessaire pour cet homme-orchestre qui, facilement pris dans le tourbillon de ses passions,

peine à ralentir. «J'ai tendance à courir partout. A vouloir tout vivre», confie cet auteur d'une grande sensibilité qui, attentif à cette «vie qui met du sel dans notre café» – une formule empruntée à Thierry Romanens – privilégie une «poésie du quotidien». «J'écris pour mieux mourir... L'écriture est une compagne à part entière. Si un jour je suis isolé, je pourrai toujours m'appuyer sur elle. Je ne serai jamais complètement seul. Vertigineuse pour certains, la solitude m'est nécessaire pour plonger en moi. Je l'apprécie et j'aime les gens tout à la fois.» ■

Ostande se produira le 20 mars à 18h30 dans le cadre du festival Voix de Fête à Genève.



Pat Genet, un «nébuleux mélancolique» qui cultive néanmoins la capacité d'émerveillement de l'enfant...



«LA GRÈVE N'EST PAS TERMINÉE»

A la gare d'Annemasse, en France voisine, d'irréductibles grévistes poursuivent leur mouvement contre la réforme des retraites. Reportage

Textes Jérôme Béguin

En France, le mouvement contre la réforme des retraites s'inscrit dans la durée, ce jeudi 23 janvier marquera le 50^e jour de grève. Rappelons en deux mots que ce projet du gouvernement Philippe-Macron vise à supprimer les régimes spéciaux pour mettre en place une retraite dite universelle fondée sur un système de points calculés sur les revenus de l'ensemble de la carrière (au lieu des 25 meilleures années pour les salariés privés ou les six derniers mois pour les fonctionnaires) et à repousser l'âge de référence (fixé aujourd'hui à 62 ans). Si le mouvement social opposé à ce programme a battu un record historique dans la durée, il a peiné jusqu'à présent à s'élargir hors de la SNCF, de la RATP et de la branche énergie. Nous sommes allés prendre le pouls de ces irréductibles à la gare d'Annemasse. Cette agglomération à deux pas de Genève est l'un des nœuds du réseau ferroviaire Léman Express lancé le 16 décembre. Outre la question des retraites, les cheminots locaux se mobilisent aussi pour que les agents de la nouvelle structure obtiennent une prime de vie chère. Mais s'ils étaient 85% à croiser les bras le jour de l'inauguration, le taux de participants à la grève est aujourd'hui tombé à 15-20%. Et c'est une vingtaine de grévistes qui nous ont accueillis jeudi dernier dans les locaux de l'entreprise ferroviaire aménagés dans la vieille halle aux tractions. Comme chaque matin depuis le 5 décembre, les grévistes se retrouvent autour d'un jus avant de passer à 10h à l'assemblée générale de l'Intersyndicale.



Comme partout dans le pays, les cheminots grévistes, avec les Gilets jaunes, ouvrent les péages pour abonder la caisse de grève.

ÉLAN DE SOLIDARITÉ

En ce 43^e jour du mouvement, la question des indemnités de grève est sur la table. «Chaque jour de grève, on perd entre 70 et 100 euros, 120 euros pour ceux qui ont une prime de roulement», nous a confié dans la salle des conducteurs Laurent, l'un des cheminots, avant la réunion. Notons que le salaire d'entrée d'un conducteur SNCF est de 1500 euros sans les primes et qu'il n'y aura pas grand-chose sur la fiche de paie de janvier des cheminots qui participent au mouvement depuis le début. Pour surmonter l'épreuve, les collectifs de grévistes mettent en place des caisses de grève alimentées par les dons et les produits de manifestation, provenant aussi de Suisse (lire ci-dessous). «Sans cela nous n'arriverions pas à tenir, on ne pourrait tout simplement pas payer notre loyer. Il existe heureusement un grand élan de solidarité dans la population. Majoritairement, elle estime que cette réforme constitue une régression sociale et elle veut garder les acquis mis en place après la guerre», souligne Laurent. Reste à définir les modalités de partage de la petite cagnotte. Faut-il verser une indemnité à ceux qui n'ont cessé le travail que durant quelques jours et qui, faute de moyens financiers ou par découragement, ont décroché du mouvement? Après avoir pris acte des différentes propositions, l'assemblée de grévistes a remis la décision à plus tard pour passer à la discussion sur la situation politique et sociale.

RÉVEILLER LES GENS

Depuis le début de l'année, les autorités ont fait quelques concessions à des régimes spéciaux et annoncé repousser l'introduction de l'âge de référence de 2022 à 2037. Le projet de loi sera présenté en Conseil des ministres le 24 janvier, puis soumis à l'examen des députés à compter du 17 février. «Le 24 janvier est une journée importante, il y aura des manifestations interprofessionnelles dans chaque préfecture et des actions locales. Malheureusement, on est de moins en moins nombreux, car la grève est longue», explique aux vingt cheminots et à la cheminote présents le délégué du syndicat Force Ouvrière, Thomas Thulliez. Il faut tenir jusqu'à cette date et d'ici là espérer que le secteur privé entre dans la danse. Délégué Sud-Rail, Philippe Gautier veut encore y croire: «Les gens étaient endormis, ils commencent à se réveiller. Cela sera-t-il suffisant? Macron représente un système à bout de souffle que l'on peut faire plier. Plus les jours passent, plus, il est vrai, ça sent le roussi. Mais la grève n'est pas terminée, il peut encore se passer quelque chose. Localement, nous n'avons plus beaucoup de grévistes, mais nationalement,



Instants de grève, au pied du Salève. L'assemblée générale souveraine des cheminots grévistes d'Annemasse vote la reconduction de la grève. Ils se retrouvent ensuite à l'entrée de l'ancienne halle aux tractions, où sont aménagés les bureaux, avant de partir manifester à Annecy.

ce n'est pas le cas, en Occitanie ou à Paris, ils sont majoritaires. Nous devons maintenir notre noyau de grévistes et tenter de l'élargir en téléphonant aux copains.» Les répercussions économiques du conflit ne pourraient-elles pas faire courber le gouvernement? «Sept raffineries sont à l'arrêt, je pense que nous commencerons à voir les pénuries d'essence en milieu de semaine prochaine», dit Thomas Thulliez. C'est alors qu'intervient un jeune cheminot, Benoît, qui pointe les concessions faites à certains régimes spéciaux. «Et nous, qu'avons-nous gagné en 40 jours de grève? Est-ce qu'il ne faudrait pas essayer d'obtenir quelque chose pour les cheminots?» demande-t-il à ses collègues. «Nous n'obtiendrions rien, tranche Philippe Gautier. Et d'ailleurs, sommes-nous prêts à cautionner cette réforme ou, au contraire, voulons-nous continuer à être le moteur et à réveiller les gens?» Benoît n'est pas d'accord: «Au bout de 40 jours, les gens devraient commencer à savoir si cette réforme c'est de la m... ou pas. Ils se battraient s'ils en avaient envie. En 2009 et 2010, nous étions trois millions dans la rue. Je vois bien dans mon entourage que, même si la politique de Philippe n'est pas appréciée, on pense que la grève ne sert à rien et qu'il vaut mieux aller aux soldes.» Des propos qui font réagir plusieurs camarades expliquant à Benoît la difficulté pour les travailleurs du secteur privé, en particu-

lier les précaires, de se mettre en grève. Malgré cette divergence, la reconduction de la grève est votée à l'unanimité. L'après-midi, les cheminots grévistes ont défilé à Annecy, le chef-lieu

du département, puis en fin de journée encore à Annemasse. Le lendemain, ils reconduisaient à nouveau la grève. ■

LE SOUTIEN DES P'TITS SUISSES

Dans un message signé de son président, Pierre-Yves Maillard, l'Union syndicale suisse a tenu à assurer les syndicats mobilisés contre le projet de réforme des retraites en France de son soutien et à leur souhaiter «courage, détermination et succès». «En Suisse aussi, le mouvement syndical se bat avec véhémence contre une tendance croissante à la privatisation de la prévoyance vieillesse», lit-on dans la missive.



Jérôme Fay du comité SEV-TPG, accompagné d'un autre délégué et du président de la section, a remis un chèque de 2000 francs aux cheminots grévistes d'Annemasse.

La section SEV des Transports publics genevois (TPG) a également voté une résolution de soutien aux forces opposées au gouvernement, «qui dans sa logique libérale entraîne les classes populaires vers toujours plus de soumission et de pauvreté». Le SEV-TPG a, en outre, versé 2000 francs de son fonds de soutien à la caisse de grève de l'Intersyndicale des cheminots d'Annemasse, un geste bien apprécié par les intéressés. «Les résolutions de soutien sont bien jolies, mais l'enjeu maintenant est d'aider financièrement les grévistes. Il faut que cette solidarité soit le fait des fédérations syndicales nationales», estime le président du SEV-TPG, Vincent Leggiero. Le mécanicien juge que le conflit français nous concerne directement: «Ils se battent pour garder un système de retraites basé sur la répartition et éviter le régime de capitalisation que nous connaissons dans notre pays avec le 2^e pilier et dont nous voudrions, de notre côté, sortir.» ■

Toute contribution à la caisse de grève des cheminots savoyards est la bienvenue: Iban FR76 1027 8024 0700 0220 0480 158 à l'attention de leur association: «C'est un vendredi», 83 rue de l'Eglise, 74450 Cervens.

Dysfonctionnements Express

Depuis son lancement, le Léman Express côté français est bien en peine: peu de trains circulent et ceux qui roulent sont souvent annulés ou en retard. Les rames arrivant depuis la Suisse à Annemasse, ou en repartant, subissent aussi des retards. Ces dysfonctionnements résultent-ils de la grève, comme le laisse entendre la presse helvétique? Les cheminots que nous avons rencontrés s'inscrivent en faux contre cette explication. «La grève arrange bien la direction et lui laisse du temps pour mettre en œuvre le projet. Nous ne serions pas en grève que ça ne marcherait pas mieux. Il y a aujourd'hui suffisamment de conducteurs non grévistes pour faire tourner les trains, mais la direction n'y arrive tout simplement pas», assure Laurent. De gros problèmes de procédure aggra-

vés par des formations données à la va-vite en seraient la cause. «Nous recevons un message de saturation lorsque deux trains arrivent en gare.» Jérôme, un autre cheminot, confirme: «Alors qu'un quart des trains circulent, ils doivent stationner 15 minutes avant de pouvoir entrer en gare.» Les formations jugées lacunaires ont été pointées du doigt par les cheminots, qui exigent aussi une prime de vie chère. «On a fait venir des gens de toute la France pour travailler sur le Léman Express, certains ne touchent que le SMIC (1539 euros), alors qu'ici, on doit payer des loyers de 800 euros», explique Laurent. Les négociations sur ce sujet sont toutefois au point mort depuis l'ouverture du conflit sur les retraites. ■

Comptant environ 200'000 membres, Unia est le plus important syndicat de Suisse et une force sociale incontournable dans le canton de Neuchâtel.

UNIA

Le Syndicat.

Pour Unia région Neuchâtel, nous cherchons en remplacement du responsable actuel qui va relever un autre défi au sein de notre organisation, de suite ou à convenir, un ou une:

Responsable RH et finances (70% à 100%)

Vos tâches principales

- Développement et garantie de l'application des processus de gestion du personnel ainsi que de gestion financière
- Membre de la direction régionale
- Etablissement et justification des budgets de la région
- Accompagnement des cadres en matière de conduite de personnel
- Recrutement du personnel régional
- Gestion des infrastructures de la région et de l'administration de la région
- Personne de contact avec les départements centraux de l'organisation
- Divers mandats

Votre profil

- Economiste d'entreprise HES ou formation équivalente
- Expérience significative dans une fonction avec conduite de personnel
- Partage des valeurs de l'organisation
- Parfaite maîtrise de la langue française (orale et écrite)
- Sens de l'organisation, flexible, résistant au stress, esprit d'analyse et fiabilité
- Expérience dans une organisation à but non lucratif constituerait un atout

Nous vous offrons une activité dans un travail qui fait sens où les contacts humains rythment les journées de travail et où les tâches sont très diversifiées au sein d'une équipe volontaire et dynamique avec une place de travail en ville de Neuchâtel.

Si vous êtes intéressé-e, n'hésitez pas à contacter pour de plus amples informations Steve Cand (079 745 53 36) responsable actuel RH et finances ou Catherine Laubscher (079 679 36 25), secrétaire régionale.

Nous nous réjouissons de recevoir votre dossier de candidature complet, sous pli confidentiel, à: Unia, Service du personnel, Av. de la Gare 3, 2000 Neuchâtel **jusqu'au 12 février.**

La région Unia Genève cherche pour une entrée en fonction au 1^{er} mars 2020 ou à convenir

UNIA

Le Syndicat.

Une conseillère ou un conseiller membres à 70% pour notre Front Office

Le syndicat Unia est à la recherche d'une collaboratrice ou d'un collaborateur dynamique avec un profil administratif pour son Front Office.

Vous êtes intéressé/intéressée par

- l'action syndicale
- la réception et le traitement professionnel, agréable et rapide des demandes des membres ainsi que de leur fidélisation
- la tenue de permanences sur des informations simples sur le droit du travail
- exécution et suivi de tâches administratives

Pour ce poste, les qualités mentionnées ci-après sont requises

- sens de l'écoute et de l'accueil
- aptitude à travailler en équipe
- bonne gestion du stress
- capacité d'adaptation, esprit d'initiative, de synthèse et d'autonomie
- bonnes aptitudes rédactionnelles en français
- maîtrise langues latines ou albanais, un atout
- connaissances de base dans le domaine du droit du travail et des assurances sociales

Nous vous offrons

- des prestations sociales intéressantes d'un syndicat national
- une formation continue

Si vous êtes résolu/résolue à relever un défi tout aussi intéressant que varié, nous attendons avec plaisir votre candidature munie de tous les documents nécessaires à l'attention d'Anne Quaegebeur, par mail à anne.quaegebeur@unia.ch

Délai de retour des candidatures: **26 janvier.**

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez-vous adresser par mail à Anne Quaegebeur.

Sans réponse de notre part au 23 février, veuillez considérer que nous n'avons pas retenu votre dossier.

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, David Prêtre,
Jean-Claude Renwald, Daniel Sürri

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 58 164 exemplaires

WWW.EVENEMENT.CH

VOUS VOUS INTÉRESSEZ

à l'actualité du monde du travail ?

VOUS ÊTES SENSIBLES aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés ?

VOUS SOUHAITEZ une information à l'échelle romande, nationale et internationale ?

ABONNEZ-VOUS À

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

- ☐ Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)
- ☐ Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)
- ☐ Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à
L'Événement syndical
place de la Riponne 4
1005 Lausanne
forum@evenement.ch
Tél. 021 321 14 60

Rétrocession des contributions de solidarité dans l'industrie des machines

Pour l'année 2019 également, tous les membres d'Unia qui ont travaillé pour une entreprise assujettie à la CCT MEM recevront de leur employeur une «attestation de contributions de solidarité».

En règle générale, cette attestation est jointe par les entreprises au décompte de salaire de janvier ou de février. Si ce n'est pas le cas, l'attestation peut être retirée auprès du bureau du personnel.

Ce document est un titre confirmant que la contribution de solidarité de Fr. 60.- a été prélevée sur le salaire pour l'année 2019. Pour les membres du syndicat Unia dont le sociétariat a duré toute l'année et qui ont travaillé dans des entreprises assujetties à la CCT MEM, la rétrocession est de

Fr. 200.-

- En cas de perte de l'attestation personnelle, la rétrocession est également perdue !
- Merci de faire valoir votre attestation d'ici au **31.12.2020** au plus tard !

Tous les membres du syndicat Unia ont la possibilité de remettre ce titre personnellement ou par poste au secrétariat Unia concerné (prière d'indiquer le compte de chèques postaux ou le compte bancaire). En cas de problèmes ou de questions, les collègues sont priés de s'annoncer auprès de leur secrétariat Unia de la région/section ou auprès du secrétariat central du syndicat Unia à Berne.

UNIA

Besoin de faire le point et de définir vos objectifs ?



Le bilan de compétences peut vous aider !

L'approche tient compte des expériences que vous avez acquises dans tous les domaines (travail, formation, famille, engagement bénévole).

Chacun-e d'entre nous a besoin, à un moment donné, de faire le point sur son propre parcours et ses souhaits pour l'avenir. Le bilan de compétences est une démarche qui va vous permettre de savoir où vous en êtes professionnellement et personnellement.

Il est un révélateur des potentiels. Il s'applique à toutes et à tous, quels que soient l'âge, le statut ou le niveau d'études.

Une séance d'information est proposée avant le cours (participation indispensable).

Jeudi 20 février 2020 à 19h00

Secrétariat Unia, Rue de la Dent-Blanche 9, 1950 Sion

Informations et Inscription:

Nilüfer Demir, T 076 321 06 10, niluefer.demir@unia.ch

Francine Zufferey, T 079 540 60 18, francine.zufferey@unia.ch

Attention : nombre de places limité

UNIA

DIGNITÉ POUR LES MNA!

A Genève, le Grütli est occupé depuis le 13 janvier pour forcer les autorités cantonales à offrir des conditions de vie dignes aux mineurs non accompagnés

Textes Manon Todesco

Depuis le 13 janvier, le Collectif lutte des MNA (mineurs non accompagnés) occupe la Maison des arts du Grütli à Genève pour exiger des conditions de vie dignes pour les mineurs et les jeunes majeurs non accompagnés. Face au mutisme et à l'immobilisme des autorités cantonales depuis des mois, les militants ont décidé de frapper fort en s'emparant de ce lieu culturel emblématique, appartenant à la Ville. «Dignité pour les MNA, et on s'en va», tel est leur message. Le 16 janvier, *L'Événement syndical* s'est rendu sur place dès le matin. Environ 18 personnes avaient dormi ici la veille, dont une douzaine de MNA. En bas, côté théâtre, c'est l'heure du petit-déjeuner. Le réveil est souvent difficile mais le sourire s'affiche. Ce jour-là, une permanence juridique se tiendra à midi, en présence d'avocats. «L'occupation se passe bien, confie

l'une des membres du collectif, qui a souhaité conserver l'anonymat. On a des nouveaux jeunes chaque soir grâce au bouche à oreille. La solidarité a été extraordinaire: beaucoup de personnes sont passées nous apporter du matériel, de la nourriture ou encore des mots de soutien. Notre but n'est pas de rester, mais que les choses bougent.» Des activités sont proposées en journée, comme des cours de français ou encore des jeux. De son côté, le Grütli continue de vivre. Le Collectif a adressé une série de revendications urgentes au Conseil d'Etat. Il demande un rendez-vous avec la délégation du Conseil d'Etat aux migrations dans les plus brefs délais, mais aussi que plus aucun jeune ne dorme dans la rue, l'ouverture de nouveaux foyers à taille humaine pour les MNA et les jeunes majeurs jusqu'à 25 ans quel que soit leur statut légal, l'application de la présomption de minorité et une prise en charge en découlant, ainsi que l'arrêt



Jeudi dernier, à la Maison des arts du Grütli, l'occupation des lieux se poursuivait pour que les mineurs non accompagnés puissent avoir accès à l'école, à une formation, ainsi qu'à des foyers à taille humaine.

immédiat de tous les tests de minorité. Enfin, les militants exigent la scolarisation pour tous les jeunes jusqu'à 18 ans, un accès à des formations professionnelles et à une aide financière. «Nous demandons qu'ils puissent avoir une vie normale de jeunes de leur âge, à savoir: pouvoir aller à l'école, apprendre un métier, faire du sport et sortir.» Le Collectif a reçu le soutien de la Ville de Genève qui a bien voulu entrer en matière sur la possibilité de fournir des cartes de résident pour les personnes vivant sur le territoire de la commune,

afin de pouvoir se légitimer auprès des institutions et de la police en cas de besoin. Elle a également accordé une aide financière de 3000 francs pour soutenir la logistique de l'occupation au Grütli et mettra en place rapidement l'accès à des cours de sports gratuits dans les infrastructures de la Ville. «C'est très réjouissant, réagit la militante. Maintenant, nous attendons que le Conseil d'Etat prenne ses responsabilités et nous propose une date de rencontre. Nous maintiendrons l'occupation tant qu'il le faudra, jusqu'à ce que le Can-

ton donne des garanties suffisantes sur l'application de l'intégralité de nos revendications.» Pour accentuer la pression, un rassemblement a eu lieu le 17 janvier devant le Grütli et une manifestation devait se tenir hier soir, à la place de Neuve à Genève. ■

TÉMOIGNAGE

«MA VIE EST ICI», KADER*, 17 ANS.

«Je suis arrivé en Suisse le 10 août 2019. Avant, j'étais à Paris. Je viens d'Algérie, j'ai parcouru onze pays à pied pendant un an et trois mois avant d'arriver en Europe. Chez moi, ce n'est pas la guerre, mais même en faisant les meilleures études, à la fin il n'y a pas de travail, ou alors, c'est pour gagner 100 francs par mois. Ma famille est restée au bled. Je suis venu ici car on m'a dit: "Tu verras, en Suisse, il y a de l'argent partout, même par terre." Je me suis vite rendu compte que ce n'était pas vrai. A Genève, j'ai d'abord été logé à l'hôtel Aïda, c'était la galère... Il y avait la gale, des punaises de lit... Maintenant, je suis dans un foyer depuis trois semaines. Nous sommes 19 au total, deux par chambre, et il y a quatre douches. L'été dernier, j'ai fait deux demandes: l'accès à l'école et au sport, ainsi qu'une consultation médicale et je n'ai toujours rien eu. Je ne touche aucune aide financière. Je suis présent au Grütli

parce que je demande qu'on soit traité dignement et qu'on ait tous les mêmes chances.

Ma vie est ici, je n'ai pas envie de partir, c'est ici que je veux être. Je veux parler un français parfait, comme les gens d'ici. Je veux faire partir d'un club de sport, travailler, me marier, avoir des enfants. Je veux m'intégrer, vivre avec les Suisses, comprendre leur culture. Rester dans ce foyer avec des gens comme moi ne me fera pas avancer, je veux découvrir des choses. Je m'intéresse à l'histoire de Genève et j'ai couru la Course de l'Escalade. J'aide aussi les autres jeunes qui dorment dans la rue, car je suis passé par là, je sais ce que c'est. Je pense que j'aimerais faire du social plus tard.» ■

*Prénom d'emprunt.

Le travail temporaire sera limité à l'aéroport

Récemment adoptée par le Grand Conseil genevois, la motion 2610 demande au Conseil d'Etat d'établir «des règles limitant et cadrant le recours au personnel auxiliaire» à Cointrin

Manon Todesco

Il aura fallu plus d'une année pour faire entendre le message. Entre résolutions, pétitions et dénonciations publiques, Unia a tout tenté pour alerter le Conseil d'Etat genevois sur le dumping en cours à l'aéroport, et principalement au sein de l'entreprise Dnata. Le 16 janvier, le Grand Conseil a largement adopté la motion 2610, qui entend limiter et cadrer le recours au personnel auxiliaire sur le site de l'aéroport de Genève. «Il était temps!» réagissent les Verts, auteurs du texte, et Unia, qui saluent cette décision, estimant que le contrôle de l'aéroport passe évidemment par une limitation

de sa nuisance sur l'environnement, mais aussi par des conditions de travail dignes et respectueuses du personnel. Dans un communiqué de presse, le syndicat rappelle que Dnata «n'a pas ménagé sa peine pour dégrader les conditions de travail à Cointrin». Et de compléter: «L'explosion du recours au personnel auxiliaire, déjà extrêmement précaire en soi, et, surtout, la création de contrats dits "zéro heure garantie" ont permis d'instituer une forme de dumping sur le site.» La motion rappelle que Dnata emploie 367 auxiliaires sur 783 employés au total, dont les salaires varient de moins de 1000 francs à 4000 francs. Une précarisation devenue insoutenable.

Concrètement, il revient maintenant au Conseil d'Etat de prendre ses responsabilités en réglementant précisément cette question dans un aéroport qui est, pour rappel, public. De son côté, Unia, qui se bat depuis des mois pour réclamer de meilleures conditions de travail à l'aéroport, se dit satisfait d'avoir été entendu sur ce point précis. Le combat continue. «La balle est dans le camp du Conseil d'Etat, réagit Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia Genève. Unia veillera à une mise en œuvre rapide de la motion.» ■

POING LEVÉ

PAYSANS, PAYSANNES, MOBILISEZ-VOUS!

Par Jérôme Béguin

Migros fait son beurre à l'étranger. Peut-être avez-vous aperçu à Migros ce sticker collé sur des plaques de beurre apparu entre fin novembre et début décembre? «Pénurie de matière première, lieu de production temporaire Union européenne», y lit-on. En raison de trop faibles livraisons de lait suisse, les stocks de crème n'auraient en effet pas été suffisants pour répondre à la demande de fin d'année, si l'on en croit le porte-parole du géant orange. De quoi mettre en boule les producteurs, à qui les grands acheteurs et les transformateurs agitent l'épouvantail de la surproduction lorsqu'ils réclament d'être payés un franc par litre de lait pour vivre dignement. Ces dernières années, certains n'ont perçu que 35 centimes. L'épisode de l'autocollant semble toutefois montrer que les acteurs qui déterminent les lois du marché laitier n'entendent pas jouer le jeu de l'offre et de la demande. La combine paraît simple: si on ne peut pas se fournir à très bas coût en Suisse, on achète à l'étranger. Et on reste gagnant à tous les coups lorsque, comme ici, le prix de ces plaquettes de beurre tiré d'un lait aux normes moins sévères n'est pas baissé.

Les fermes ferment. En l'an 2000, la Suisse dénombrait quelque 40 000 fermes laitières, on est passé sous la barre des 20 000 en 2018. Chaque jour, deux exploitations ferment leurs portes et, à ce rythme, on n'en comptera plus d'ici à la moitié du siècle. Les producteurs laitiers sont pris dans une logique implacable: pour espérer s'en sortir, ils doivent produire toujours plus, manger leur voisin, s'endetter... jusqu'à la faillite ou le *burn-out*. Et il n'y a pas que le lait qui tourne mal. En raison de la signature à tour de bras d'accords de libre-échange par le Conseil fédéral, les importations de plus en plus massives soumettent nos agriculteurs, éleveurs, maraîchers et viticulteurs à une concurrence toujours plus forte, tandis que les exigences accrues en termes de qualité et de durabilité augmentent encore la pression sur eux.

Le manifeste du parti paysan. A l'instar des grèves féministes et pour le climat, à quand une grande journée d'action du monde paysan? Dénonçant «le libre marché qui détruit, dans le monde entier, la paysannerie et le climat et la société dans son ensemble», Uniterre vient justement de lancer un manifeste «pour un marché juste et équitable». Au travers de ce texte, qui ne s'adresse qu'aux paysans et qui sont les seuls invités à signer, le syndicat cherche à fédérer les travailleurs de la terre autour de «valeurs communes» et peser ainsi sur la révision de la politique agricole prévue en 2022. Ou, comme le dit simplement le manifeste, «pour que nous tous, paysans, paysannes, nous reprenions le pouvoir sur notre avenir». ■

2020: LE DÉBUT D'UN NOUVEAU MONDE

En ce début d'année, les jeunes qui se battent pour l'avenir de l'humanité ont été sous les feux des projecteurs. A Lausanne, une manifestation, un procès retentissant et une action dans une banque ont rythmé ces deux dernières semaines

Textes **Aline Andrey**

Un an après la première grève du climat en Suisse, entre 10 000 et 15 000 jeunes et moins jeunes ont défilé dans les rues lausannoises le vendredi 17 janvier. Une manifestation bruyante, marquée par un départ ralenti par les médias et la foule qui encerclaient l'égérie du jour, Greta Thunberg, puis par des arrêts devant des symboles du monde néolibéral, dont le système n'est plus soutenable pour la planète: l'hôtel Palace, UBS, Credit Suisse devant lequel se tenaient les prévenus inno-centés d'un procès largement médiatisé (lire ci-dessous), tenant une banderole pour rappeler à Roger Federer sa responsabilité et informer sur leur nouveau site internet (discreditsuisse.ch).

A l'issue du cortège, plusieurs militants sont intervenus, dont Mathilde qui a rappelé que « nous ouvrons la dernière décennie dans laquelle il est encore pos-

sible de changer les choses ». Elle a rappelé l'importance de l'action à l'heure où, si « la vague verte a été une bonne surprise cet automne, elle reste insuffisante face à la majorité de droite qui doute encore de l'urgence ».

Njoki Jjoroge Njehù, leader syndicale, environnementale et féministe kenyane, a lâché: « C'est le temps d'abolir les milliardaires, car la planète ne peut pas endurer ça! ». Puis Véronique, 73 ans, qui manifeste depuis cinquante ans pour notre Terre, a lancé un vibrant appel: « Les feux de forêts en Australie ont causé la mort de 26 personnes et d'un milliard d'animaux brûlés vifs, tous sacrifiés sur l'autel de la prétention humaine, de son ignorance, de son aveuglement, de sa boulimie de fric. J'ai le cœur en lambeaux, face à l'indifférence, face aux cerveaux bloqués, face à la lâcheté des politiciens du monde entier. » S'est ensuivie une minute de silence solidaire. Peu après, Greta

Thunberg a remercié les manifestants et les grévistes du monde entier, dénonçant l'inertie politique. Elle a prévenu, déterminée: « Ce n'est que le début. Aux puissants de ce monde, j'aimerais dire que vous n'avez encore rien vu! C'est ce message que nous apporterons au WEF la semaine prochaine. » Soit les 21 et 22 janvier. Juste avant, une marche de protestation de trois jours sous la bannière climatique devait avoir lieu, de Landquart à Davos, soutenue entre autres organisations par Unia. Dans son communiqué du 17 janvier, le syndicat indique: « Les chefs de gouvernement s'emploient derrière des portes closes à promouvoir un modèle économique et social basé sur le profit, qui conduit tout droit à la catastrophe environnementale et sociale. » La Grève du climat a rappelé encore qu'elle prépare son plan national pour le climat. Et invite toutes et tous à participer à la grève générale du 15 mai, pour l'avenir. ■

Un procès historique pour la planète

La semaine dernière, douze militants écologistes jugés pour la tenue d'une partie de tennis dans Credit Suisse ont été acquittés. Une première: l'urgence climatique justifie, dans ce cas, la désobéissance civile

« En janvier, ce n'est pas une violation de domicile qui sera jugée. Ce sera le jugement de la jeunesse qui lutte pour sa survie. » Ce message lancé par les activistes de Lausanne Action Climat (LAC) en décembre augurait d'un procès historique. Et ce fut le cas. Sa portée internationale a dépassé toutes les espérances, relayé notamment par Greta Thunberg et l'icône de la banque, Roger Federer. Avec une issue inespérée: l'acquiescement des douze prévenus par le Tribunal d'arrondissement de Lausanne en raison de l'état de nécessité licite. Pour mémoire, les activistes avaient recouru contre l'amende infligée (au total 21 600 francs) pour violation de domicile et infractions à la Loi sur les contraventions, à la suite de leur match de tennis burlesque dans Credit Suisse le 22 novembre 2018. Retour sur un verdict que beaucoup qualifie de courageux.

UNE BRÈCHE

Après les audiences de la semaine précédente, lundi 13 janvier en fin d'après-midi, la plus grande salle d'audience du canton de Vaud, à Renens, accueille plus d'une centaine de personnes venues assister à la lecture publique du jugement. Devant le

président Philippe Cololough, les prévenus; juste derrière, les treize avocats qui les ont défendus gratuitement. La tension est palpable. Le juge conclut tout d'abord à la violation de domicile, et à la recevabilité de la plainte pénale déposée par Credit Suisse. Puis, une brèche s'ouvre: l'état de nécessité licite. Soit l'article 17 du Code pénal, qui stipule: « Quiconque commet un acte punissable pour préserver d'un danger imminent et impossible à détourner autrement un bien juridique lui appartenant ou appartenant à un tiers agit de manière licite s'il sauvegarde ainsi des intérêts prépondérants. » Le public retient son souffle. Pour le tribunal, « l'imminence du danger est réalisée », du fait du « réchauffement planétaire anthropique », comme l'atteste le GIEC dans ses rapports. Il confirme que cette action a représenté « le seul moyen efficace pour faire réagir la banque », cette dernière n'ayant jamais répondu aux interpellations des écologistes, ni aux courriers, ni aux pétitions, ni aux rassemblements... Les sourires s'esquissent sur les visages des militants. Le juge (membre du PLR) admet que « le temps politique n'est plus compatible avec l'urgence climatique » faisant référence de surcroît aux « déclarations inoffensives

et lénifiantes du gouvernement » autour de ces questions depuis tant d'années. Il rejoint ainsi le constat de passivité de l'Etat, étayé notamment par M^e Laïla Batou lors des plaidoiries et celui de M^e Raphaël Mahaim qui a démontré que la Suisse ne respecte pas le cadre juridique de la Constitution, de la Cour européenne des droits de l'homme et de l'Accord de Paris. « Le Tribunal a conscience d'ouvrir des perspectives qui ne seraient pas souhaitables », nuance toutefois Philippe Cololough qui souligne la spécificité de chaque cas. La non-violence, l'ampleur limitée de l'action, le peu de forces de l'ordre nécessaire à l'évacuation ont joué en faveur des militants. Bref, pas de blanc-seing, mais les prévenus sont acquittés et les frais à la charge de l'Etat.

UN APPEL AU CHANGEMENT

Explosion de joie. « C'est tellement inespéré », souffle la maman d'un des prévenus. « Ce juge a inscrit son nom dans l'histoire », sourit le papa d'un autre. Dehors les Grands-parents pour le climat sortent leur banderole. L'un d'eux, l'ancien médecin cantonal, Jean Martin, ne cache pas son émotion. « C'est extraordinaire! Personne n'y croyait. Ça secoue notre pays et légi-

time les mouvements proclament, l'engagement formidable de ces jeunes. » « C'est un appel au changement, pour le droit à la vie », déclare l'une des militantes acquittées. A ses côtés, M^e Irène Wettstein ajoute: « Je rêve que tout un chacun se mobilise et entreprenne aussi des actions à son échelle. Je rêve d'employés de banque qui challengeraient leur hiérarchie... » L'un des militants, Paul se réjouit: « La justice reconnaît que le politique n'agit pas et que notre action était légitime et proportionnée. C'est un message d'espoir! » Pour M^e Christian Bettex, « il y a un avant et un après: » « C'est une victoire pour une cause qui compte. Et j'espère que le milieu financier bougera. » Autre militante innocente, Beate, indique quant à elle un soulagement même si tout est encore à faire: « Il faut freiner maintenant, pour avoir une chance d'arriver juste devant le mur. Tout changement est lent, mais nous savons aussi que l'être humain a la capacité de réagir hyperfort et vite, telle une mère qui veut sauver son enfant. » ■



Des milliers de jeunes et de moins jeunes ont à nouveau défilé dans les rues de Lausanne le 17 janvier, à l'occasion du premier anniversaire de la grève du climat en Suisse. Sur une place de la Riponne noire de monde, l'égérie Greta Thunberg, en route pour le WEF à Davos, a salué les grévistes du monde entier, tandis que la militante kenyane Njoki Jjoroge Njehù appelait à l'abolition des milliardaires.

L'écologie sur les planches

Le juge lausannois ayant refusé la majorité des témoins proposés par les avocats, deux tables rondes ont été organisées le 7 janvier, après la première journée d'audience, au Théâtre de Vidy à Lausanne. Devant une salle comble, de nombreux experts ont pris la parole sous la médiation de Jacques Mirenowicz, des Artisans de la transition. Voici quelques mots de certains d'entre eux:

Jérémy Désir, ex-gestionnaire financier chez HSBC: « La finance verte n'est que marketing. Même pas 1% du budget est consacré au développement durable à HSBC, c'est une coquille vide. Les profits court-termistes sont un conditionnement dans la finance. Face à ce mur, l'action directe est la seule voie. J'espère qu'on verra la fin du capitalisme. »

Sonia Seneviratne, climatologue à l'ETH, Zurich, coauteure du rapport spécial du GIEC 1,5 °C: « Les risques de points de bascule comme la fonte irréversible des glaces au Groenland ou la désertification de l'Amazonie est entre nos mains. Tout dépend de nos décisions maintenant. Si on ne change rien, on va vivre une catastrophe. »

Credit Suisse discrédité

Des militants climatiques ont lancé un site internet, DisCreditSuisse.ch. Il rappelle que pour satisfaire l'Accord de Paris et respecter le budget carbone déterminé par le GIEC, « l'Agence internationale de l'Energie estime nécessaire de laisser 2/3 des énergies fossiles dans le sol ». Or, entre 2016 et 2018, la banque, selon les informations de l'ONG BankTrack spécialisée dans ces questions, a investi 57,4 milliards de dollars dans les énergies fossiles. En 2017, Credit Suisse a financé 82,6 millions de tonnes de gaz à effet de serre, doublant ainsi les émissions dont la Suisse est responsable, selon une étude de Greenpeace. Entre 2015 et 2017, la banque « a triplé ses émissions d'équivalent carbone financées du fait notamment de son soutien au charbon ». Credit Suisse a aussi investi massivement dans les sociétés d'extraction, extrêmement polluante, des sables bitumineux de l'Alberta au Canada. « Des gens meurent déjà de la pollution de l'Athabasca, principale rivière de la région », dénonce le site rappelant aussi que le fond souverain du Qatar est le principal actionnaire de Credit Suisse. Alors que celle-ci dit vouloir aligner ses investissements sur les objectifs de l'Accord de Paris, elle reste l'un des établissements les plus impliqués dans le soutien et le financement aux énergies fossiles dans le monde. Quant à l'argument de Credit Suisse selon lequel il a soutenu l'émission de 28 milliards de dollars d'obligations vertes, les militants indiquent, se fondant sur une étude du Centre for International Climate and Environmental Research (CICERO), que « les *green bonds* sont globalement des produits financiers de *greenwashing* ». Et si Credit Suisse a déclaré qu'il ne financerait plus de nouvelles centrales à charbon, cela ne signifie pas qu'il ne continuera pas de soutenir les anciennes. ■ Plus d'informations sur: discreditsuisse.ch

Jean-Pascal van Ypersele, climatologue, ancien vice-président du GIEC, professeur à l'Université catholique de Louvain: « Nous sommes dans une situation de crise. Il faut arriver à une émission nette nulle de carbone pour arrêter d'épaissir cette couche d'isolant que représente les gaz à effet de serre. Investir dans les forêts, réorienter l'économie, rénover le parc immobilier... »

Sylvie Ollitrault, directrice de recherche au CNRS, spécialiste de la désobéissance civile appliquée à l'écologie: « Je suis les mobilisations écologistes depuis 25 ans. Au début de mes recherches, mes collègues me demandaient: "Tu crois que l'écologie, ça va durer?" La désobéissance civile n'est plus la même que du temps

des paysans anti-OGM. Aujourd'hui, les jeunes sont dans l'urgence. C'est parfois difficile de savoir quelle action sera efficace ou pas. Le décrochage des portraits de Macron a par exemple débouché sur l'acquiescement en septembre des prévenus. »

Jacques Dubochet: « Un sondage dit que les Suisses sont heureux. Vous voyez le bonheur des gens sur leur tête dans la rue? Non, c'est un "fake" bonheur. Aujourd'hui, nous avons besoin d'inventer un nouveau narratif joyeux. » ■

Les tribunaux romands, caisses de résonance des revendications écologistes

Au lendemain de cette victoire, le procureur général faisait appel contre cette décision estimant en substance que le jugement va trop loin dans l'interprétation de l'état de nécessité licite. Ce procès se poursuivra donc au Tribunal cantonal et vraisemblablement jusqu'au Tribunal fédéral. « La droite s'insurge que ce procès soit politique. Or, c'est la réaction du procureur qui l'est. Il n'était même pas présent à l'audience », dénonce Olivier de Marcellus, militant du collectif Breakfree, qui renvoie à l'appréciation de l'ancien juge fédéral Niklaus Oberholzer dans le *Tagess-Anzeiger* estimant que ce procès est « juridiquement bien fondé ». L'action similaire qui s'est déroulée dans la succursale de Credit Suisse à Genève, également le 22 novembre 2018, semble être au point mort. « Nous sommes une douzaine à avoir reçu la notification que nous étions poursuivis, et à avoir été entendus par la police. Depuis plusieurs mois, nous sommes sans nouvelles », explique Olivier de Marcellus. Le Ministère public genevois se refuse à tout commentaire. Reste que c'est à Genève que le prochain procès aura lieu le 18 février au Palais de justice, à la suite d'une autre action collective contre Credit Suisse. Le 13 octobre 2018, lors d'une manifestation, les façades de la banque avaient été recouvertes de traces de mains rouges et du rapport du GIEC (publié quelques jours auparavant). Mais seul un militant a été poursuivi (le scénario est semblable au cas de Loris à Lausanne dont le procès devrait avoir lieu bientôt). Breakfree a proposé des témoins dont Julia Steinberger, docteure en physique et coauteure du GIEC, et l'ONG BankTrack. Jean Ziegler pourrait être aussi présent. A noter encore que plus de 120 autres militants pour le climat (dont une grande majorité de membres d'Extinction Rebellion), dans le canton de Vaud, vont se retrouver eux aussi devant les juges cette année. ■

Après Credit Suisse, UBS

Pour demander la fin des investissements dans les énergies fossiles d'UBS, une vingtaine de militants de la Grève du climat, en costard, ont occupé la succursale lausannoise

Une action, prévue depuis un mois dans le cadre de la candidature de la Grève du climat au Conseil d'Etat vaudois, a fait écho au procès des activistes après leur action à Credit Suisse à Lausanne. Au lendemain de l'acquiescement des militants, c'était au tour de la Grève du climat de mettre la pression sur un autre établissement bancaire: UBS.

Il est 14h30 en ce mardi 14 janvier. Une vingtaine de jeunes, en costard, émergent sur la place Saint-François à Lausanne. D'un pas déterminé, ils entrent dans le hall de la banque UBS, déversent du charbon sur le sol marbré, déroulent des banderoles. La revendication est claire: « On sortira quand vous sortirez du fossile! » Le 4^e mouvement du *Nouveau monde* de Dvorak retentit. Deux militants d'Extinction Rebellion collectent leur main sur le guichet de la réception. Une cliente se présente devant l'un d'eux, lui demandant: « J'aimerais faire un retrait. » Il répond: « C'est pas à moi qu'il faut faire cette demande. J'ai la main collée. » « Ah, d'accord! » réagit-elle en se dirigeant vers un véritable employé de banque. Une scène cocasse, mais qui pourrait être lue comme une allégorie de l'effet anesthésiant du système capitaliste qui génère le déni de l'urgence climatique, dénoncé encore et encore par la jeunesse du monde entier. Et ces conséquences se font déjà sentir, l'Australie en feu n'étant que la pointe de l'iceberg.

L'acte théâtral de ce jour a ainsi pour but de réveiller l'opinion publique - au même titre que les autres mouvements de désobéissance civile qui se multiplient depuis une année - et d'exiger un changement de paradigme au sein de l'économie. L'occasion de rappeler que la place financière suisse produit 22 fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que la Suisse entière, et qu'UBS détient la 26^e place des banques les plus polluantes du monde.

Julia Steinberger martèle: « C'est facile d'investir dans les technologies alternatives. Vous pouvez lancer une décroissance forte et immédiate des investissements dans les énergies fossiles. Cela fait des décennies que nous connaissons le problème. » Pour les deux représentants d'UBS, le changement ne peut se faire du jour au lendemain. « On vous demande juste la vérité. Et on se met autour d'une table pour trouver une solution », propose Steven, un militant. Un autre ajoute: « La crise climatique n'est pas partisane. » En aparté, Dominique Bourg fait remarquer la nécessité de la discussion tout en estimant: « Ils sont sensibilisés, mais ils réagiraient différemment s'ils avaient l'urgence climatique chevillée au corps. D'où

DISCUSSION LANCÉE

Sur la courserie, certains employés d'UBS sourient devant le spectacle, avant de retourner dans leur bureau.



L'action à l'UBS, déjà prévue dans le cadre de la campagne du collectif de la Grève du climat Vaud pour l'élection complémentaire au Conseil d'Etat du 9 février, s'est déroulée le lendemain du verdict acquittant les militants ayant joué une partie de tennis dans le hall de Credit Suisse en novembre 2018.

l'importance de la pression par la société civile. »

La Grève du climat dénonce: « Ni Credit Suisse ni UBS n'ont été condamnés pour leur fonctionnement écocide et destructeur. » Et le collectif d'ajouter: « Pour notre survie, la pression sur l'Etat et les entreprises doit augmenter. L'ancien monde basé sur le profit contre toute morale part en poussière. 2020 marque le début d'une nouvelle décennie et le dernier moment pour agir pour nos vies et le climat. » UBS demande aux activistes de quitter les lieux avant 16h, sinon une plainte sera déposée afin que la police puisse intervenir. Les militants refusent, s'asseyent en cercle, débattent. Juliette, candidate à l'élection au Conseil d'Etat, est présente. Loris dont le procès a été repoussé pour avoir participé à l'action de traces de mains rouges (à la peinture lavable) sur la façade de Credit Suisse risque une nouvelle plainte. Tout comme Antoine, enseignant, qui a finalement décollé sa main.

Tous indiquent ce non-choix, cet état de nécessité et d'urgence, ce sentiment de n'avoir rien à perdre face à la destruction de la planète. Franziska mentionne: « On voudrait que ce genre d'action ne soit plus nécessaire. Mais le modèle d'affaires de la place financière reste incompatible avec l'évitement du réchauffement. » Selon les chiffres de l'Office fédéral de l'environnement, les portefeuilles gérés en Suisse soutiennent un réchauffement climatique de 4 °C à 6 °C. Quelques minutes avant la fermeture de la banque, à 17h, les militants sortent de leur plein gré en chantant.

Peu après, la banque envoie un communiqué disant « s'être engagée à aligner sa stratégie d'affaires sur les objectifs de développement durable de l'ONU et sur l'Accord de Paris ». En fin de semaine, le porte-parole d'UBS estimait que « l'hypothèse d'un retrait de la plainte était encore ouverte ». ■



Treize avocats ont pris la défense, gratuitement, des jeunes prévenus. Après leur acquiescement, la joie a submergé l'assistance. Avec le soulagement et l'espérance que ce procès marque un pas vers un changement de société pour l'avenir de l'humanité.



Les activistes avaient participé, le 22 novembre 2018, pendant une heure environ, à une parodie de partie de tennis burlesque dans le hall commercial de Credit Suisse à Lausanne, pour dénoncer les investissements dans les énergies fossiles et interpellé Roger Federer.

Alessandro Pelizzari se tourne vers de nouveaux horizons

Le secrétaire régional d’Unia Genève quittera Unia fin juin. Il a été nommé à la tête de la Haute école de travail social et de la santé à Lausanne

Sylviane Herranz

Après 14 ans d’intense activité syndicale, Alessandro Pelizzari va donner une nouvelle orientation à sa vie professionnelle. Entré en 2006 à Unia Genève pour le secteur de la construction, il est à la tête de la région depuis 2008. Il vient d’être nommé directeur de la Haute école de travail social et de la santé (EESP) à Lausanne, poste qu’il occupera à temps partiel dès le 1^{er} juin, avant de quitter Unia le 30 juin.

Le parcours du syndicaliste est marqué par un engagement inlassable en défense des intérêts des travailleurs et des luttes collectives emblématiques notamment chez Merck Serono, ABB Sécheron ou encore récemment chez Epsilon. Avec l’équipe syndicale et les militants de sa région, il a fait de la lutte contre le dumping salarial et le racisme anti-frontalier une priorité de la région, en imposant notamment, en 2016, l’Inspection paritaire des entreprises (IPE), et en portant l’initiative syndicale cantonale pour un salaire minimum, soumise au vote le 17 mai prochain.

Avec un tel actif, pourquoi cette décision de réorientation? «Il y a plusieurs raisons. D’abord, je pense que la pire des choses pour le mouvement syndical, c’est des personnes qui s’accrochent à leur siège. Le syndicat doit être en mutation permanente pour s’adapter à un monde du travail qui change continuellement. J’ai toujours considéré le travail syndical comme un travail collectif, dont les décisions démocratiques sont appropriées par les travailleurs sur leurs lieux de travail et prises en toute indépendance des patrons ou des partis politiques. C’est ce projet syndical qui était au cœur du travail syndical de la région Unia de Genève, et il n’est pas l’affaire d’un seul homme. Je suis convaincu qu’il y a suffisamment de compétences et de convictions partagées dans la région pour garantir la continuité de ce projet. En même temps, même si j’ai eu le privilège d’œuvrer dans un poste qui a du sens, qui est varié et toujours aussi passionnant, j’avoue aussi une certaine envie de changement. Il faut savoir saisir les opportunités quand elles se présentent.» A 45 ans, confie-t-il, il ne se voyait pas encore 20 ans au même poste. Et se profiler pour le Comité directeur n’était pas dans ses intentions. «Ce n’est pas ce syndicalisme-là qui m’intéresse. Ma place était dans un syndicalisme sur les lieux de travail, proche des salariés, pas dans un syndicalisme de dossiers et d’institutions.»

Pour le secrétaire régional, l’affaire du comportement inadéquat d’un secrétaire syndical de la région révélée en décembre par la



Alessandro Pelizzari, ici lors de la lutte des travailleurs d’ABB Sécheron en novembre 2017, est un syndicaliste de terrain, proche des salariés et privilégiant le travail collectif.

presse n’a pas du tout impacté sa décision. Son départ n’étant pas prévu avant cet été, il aura le temps de tirer les conclusions de la procédure qu’il a activée à l’interne.

NOUVEAUX DÉFIS À RELEVÉ

Comme directeur de l’EESP, Alessandro Pelizzari renouera avec son parcours académique. Sociologue, il a été chargé de cours et de recherches dans le domaine de la politique sociale et du travail social à l’Université de Fribourg, puis a effectué une thèse à l’Université de Genève sur la précarisation des conditions de travail. «Le domaine du travail social et de la politique sociale pose aujourd’hui des défis extrêmement intéressants. Nous avons un grand besoin de recherches sur les problèmes sociaux, mais aussi de professionnels du social formés aux questions brûlantes de l’actualité. L’EESP forme quelque 300 personnes à chaque volée, dont nombreux se politisent aujourd’hui avec les mouvements sociaux. Ce nouveau poste ouvre la perspective de renforcer les passerelles entre le monde du social et le monde académique.»

Dans un communiqué, la haute école se félicite de l’arrivée d’Alessandro Pelizzari, qui remplacera la socialiste jurassienne Elisabeth Baume-Schneider, élue au Conseil des Etats en octobre: «La vision stratégique de M. Pelizzari, son parcours alliant des compétences académiques à celles d’une direction d’institution sont autant d’atouts pour conduire l’EESP et apporter une contribution forte à son devenir.»

APPUI ESSENTIEL POUR LES MILITANTS

Du côté d’Unia Genève, l’annonce de son départ a surpris. «Je vais beaucoup le regretter. Il a fait un excellent travail au niveau syndical. C’est un lutteur, avec beaucoup de souplesse. Je suis conscient qu’après tant d’années au syndicat, il puisse saisir l’occasion de revenir à ses premières amours, souligne Christian Berlemont, délégué syndical chez Coop et coprésident de la région. Maintenant, nous allons œuvrer à trouver un successeur compétent, dans sa ligne syndicale. Nous avons besoin d’une personne voulant faire avancer la machine et non quelqu’un qui soit dans le consensus. Alessandro savait très bien faire ça, sans aller au clash.» Président de la délégation syndicale de Givaudan Vernier, Xavier Henauer abonde: «Il a été un appui essentiel pour nous, représentants syndicaux dans les entreprises. Il a de l’influence à Genève, tant dans le milieu patronal qu’au niveau politique. Une expérience et une manière de parler qui amène à l’écoute. Il s’est aussi beaucoup investi dans la CGAS, et a toujours défendu nos valeurs genevoises vis-à-vis de la centrale, par exemple nos positions contre la RIE 3 ou la hausse de l’âge de la retraite des femmes et le projet PV 2020.» Vice-président de la région, Xavier Henauer tient aussi à ce que le comité régional soit un acteur dans le choix du futur secrétaire régional, pour «trouver une personne revendicatrice, à l’image des militants, et porteuse de ces valeurs». ■

BRÈVE

MANIFESTATIONS STOP À LA 5G!

Ce samedi 25 janvier aura lieu une mobilisation mondiale contre la 5G. Une centaine de manifestations sont prévues dans 30 pays. A Genève, rendez-vous est donné à 14h à la place des Nations, devant l’ONU. Différentes personnalités du monde de la santé et de la science y prendront la parole. Un rassemblement de protestation est aussi prévu à Berne, à la Waisenhausplatz à 15h. A Bienne, un stand d’information sera installé sur la place Centrale de 9h à 16h. D’autres événements sont encore prévus dans plusieurs villes de Suisse alémanique (stop-5g-schweiz.ch). Les opposants à la 5G se mobilisent pour sensibiliser la population aux risques sanitaires, environnementaux, sécuritaires, énergétiques, éthiques et démocratiques que fait couvrir cette nouvelle technologie de communication sur les êtres humains et la nature. Une pétition, signée par plus de 17 000 personnes, sera remise à l’ONU et à l’OMS. ■ L’ES

Plus d’informations: 5g-protest-geneva.ch et stop5Ginternational.org

COMMUNIQUÉ

RÉFORME LPP UNE PARTIE DU PATRONAT SE DÉFILE DE SES RESPONSABILITÉS

Le modèle de réforme de la LPP proposé le 16 janvier dernier par les banques et leurs acolytes de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) et de Swiss Retail est une attaque frontale contre les rentes des employées et des employés. Et il constitue un coup de poignard dans le dos des partenaires sociaux qui ont trouvé, après de longues négociations, un compromis viable. Le projet aurait pour conséquence une baisse des rentes, en particulier dans les caisses de pension qui ne disposent pas de réserves importantes. Les auteurs ont également déclaré à maintes reprises leur opposition à une modernisation du 2^e pilier qui apporterait de nettes améliorations pour les rentes des femmes qui sont scandaleusement basses. La motivation est évidente: les employeurs du secteur bancaire veulent échapper à leur responsabilité sociale et éviter d’apporter la moindre contribution à une réforme de la LPP permettant à tous les assurés, dans toutes les caisses, de préserver le niveau des rentes. Ils rejettent la composante de répartition dans le compromis des partenaires sociaux. Et pourtant, c’est précisément celle-ci qui conduit à améliorer le rapport prix-prestations pour les revenus bas et moyens, par exemple dans le secteur de la construction. Il est dès lors frappant que la SSE se prononce de manière offensive contre un compromis pourtant réaliste et favorable à ses propres employés. Pour Aldo Ferrari, vice-président d’Unia, «la Société suisse des entrepreneurs combat un modèle qui apporte des avantages à ses membres et renforce la participation des salaires les plus élevés. C’est se moquer des employés qui travaillent dur dans le secteur de la construction.»

Avec le modèle présenté aujourd’hui, les cotisations pour le 2^e pilier augmenteront et les rentes seront quand même plus basses. Impossible de réussir une réforme sur de tels fondements. «Ce modèle n’offre aucune réponse aux problèmes importants des rentes des femmes qui partiront à la retraite au cours des prochaines années», souligne par ailleurs Gabriela Medici, secrétaire centrale de l’Union syndicale suisse (USS). Le 2^e pilier est d’ores et déjà en difficulté et les rentes diminuent depuis plus de dix ans, même si les salariées et les salariés sont toujours plus mis à contribution. Il faut trouver des solutions communes pour rétablir la confiance envers le 2^e pilier. Le Conseil fédéral partage cet avis. Seul le compromis des organisations faïtières des partenaires sociaux offre l’opportunité de moderniser le 2^e pilier et d’apporter un correctif aux rentes trop basses des personnes à revenus bas et moyens, ainsi que des employés à temps partiel. Il reste la seule base valable pour une solution viable. ■

USS, Unia, Aseb

AGENDA UNIA

GENÈVE

PERMANENCE POUR PERSONNES SANS STATUT LÉGAL

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.

La permanence a lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds

Permanence administrative:

de 10h à 12h du lundi au vendredi, de 15h à 18h les lundi, mardi, mercredi et jeudi.

Permanence syndicale:

de 15h à 18h les lundi, mercredi et jeudi.

Le Locle

Ouverture du bureau:

lundi 9h30 à 12h, mardi et jeudi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi et mercredi 8h à 12h, mardi et jeudi 8h à 12h et 14h à 17h30.

Fleurier

Ouverture du bureau:

lundi, jeudi et vendredi 9h30 à 12h, mardi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi, jeudi et vendredi 8h à 12h, mardi 8h à 12h et 15h à 17h30.

TRANSJURANE

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h, jeudi de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Moutier: 1^{er} jeudi de chaque mois de 14h30 à 18h (les autres jeudis, administration uniquement).

St-Imier: mardi de 14h30 à 18h, jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: du lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h au 0848 421 600.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h, mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h30 à 17h, mercredi de 9h à 12h.

Moutier: jeudi de 14h30 à 18h.

St-Imier: mardi de 14h30 à 18h, jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: tous les matins de 9h à 12h au 0848 421 600.

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 40.

Sion: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 20.

Martigny: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 60.

Monthey: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 80.

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture du guichet: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Lundi soir, de 17h à 19h.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Monthey: mardi et vendredi, de 9h30 à 11h30. Mardi soir, de 17h à 19h.

FORMATION

Bilan de compétences

Besoin de faire le point et de définir vos objectifs? Le bilan de compétences peut vous aider. Il permet d’évaluer les expériences acquises dans tous les domaines de la vie, tant au niveau professionnel, familial, de formation ou encore d’engagement bénévole. Une séance d’information vous est proposée à Sion pour vous présenter cette possibilité. En cas d’intérêt, il est indispensable d’y participer. La séance aura lieu: **jeudi 20 février à 19h, au secrétariat Unia, rue de la Dent-Blanche 9 à Sion.**

Informations et inscription: Nilüfer Demir, 076 321 06 10, niluefer.demir@unia.ch; Francine Zufferey, 079 540 60 18, francine.zufferey@unia.ch

VAUD

NORD VAUDOIS

DÉCLARATION D’IMPÔTS

Unia Nord vaudois vous aide à remplir votre déclaration d’impôts (citoyens suisses et permis C). Rendez-vous au secrétariat, av. Haldimand 23, à Yverdon-les-Bains aux dates suivantes: **le samedi 7 mars de 9h à 11h et le samedi 14 mars de 9h à 11h.**

Documents nécessaires: 1. Certificat de salaire ou attestation de chômage, d’indemnités journalières, attestation RMR, pension

alimentaire éventuelle pour l’année 2019

(complète). **2.** Attestation bancaire, postale et autres (boucllement des comptes 2019 avec les intérêts). **3.** Justificatifs des gains de loterie et des mises. **4.** Attestation AVS/AI pour l’année 2019. **5.** Attestation des autres rentes pour l’année 2019. **6.** Attestation officielle 3^e pilier A pour l’année 2019. **7.** Justificatifs de frais de perfectionnement et de reconversion professionnelle pour l’année 2019.

8. Justificatifs relatifs aux dettes et intérêts passifs pour l’année 2019. **9.** Facture de gros frais médicaux non remboursés par l’assurance pour l’année 2019. **10.** Bail à loyer (concernant les loyers payés en 2019). **11.** Justificatifs des frais de garde des enfants pour l’année 2019. **12.** Situation familiale au 31 décembre 2019 (marié, célibataire, etc. et nombre d’enfants à charge) **13.** Précédente déclaration d’impôts 2018. **14.** Décision de taxation 2018 et relevé de compte de l’année 2018.

Pour les propriétaires: 1. Dettes hypothécaires (intérêts hypothécaires pour l’année 2019 et solde de la dette au 31 décembre 2019).

2. Factures pour les frais d’entretien d’immeuble pour l’année 2019. **3.** Dernière estimation fiscale de la maison. **4.** Dernière décision de la valeur locative. **5.** Bien immobilier à l’étranger. Il faut un document stipulant la valeur du bien immobilier (merci de faire le change en francs suisses). **Le prix est fixé à 50 fr. pour chacun.**

Textes Manon Todesco

Avant d'entrer chez Nestlé au poste de directrice de la sécurité sanitaire des aliments au niveau mondial en 2000, Yasmine Motarjemi travaillait sur les mêmes questions au sein de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Au bout de deux ans d'efforts fournis par la multinationale pour la recruter, elle cède. On sort à peine de la crise de la vache folle. Le poste est assez novateur à l'époque, et il n'y avait pas de cahier des charges précis. «On m'a demandé d'être la conscience de l'entreprise et de me battre pour la sécurité des aliments», se rappelle Yasmine Motarjemi. Elle accepte de relever le défi. Tout de suite, celle-ci remarque des lacunes dans le domaine du personnel, au niveau des procédures, mais aussi des compétences: «Le manque d'expertise chez Nestlé était réel.» Chaque jour de travail devient une bataille. «Je mettais tellement d'efforts pour faire avancer des petites choses pourtant censées couler de source. Mon devoir était de signaler les dysfonctionnements mais aussi de prévenir, pour ne pas avoir à guérir. Mais, la culture d'entreprise de Nestlé étant de mettre les problèmes sous le tapis quand on le pouvait, je me suis rapidement fait des ennemis.» Droite et dévouée à sa mission de santé publique, Yasmine Motarjemi ne se laisserait pas museler. Mobbée par son supérieur dès 2006, elle est persuadée qu'on veut la faire taire et la détruire. Elle tiendra coûte que coûte jusqu'en 2010, puis sera licenciée. En 2011, elle porte plainte pour harcèlement. Huit ans plus tard, le tribunal reconnaît le mobbing mais excuse Nestlé, qui n'aura pas à dédommager la plaignante. La lutte judiciaire continue, car Yasmine Motarjemi n'a pas dit son dernier mot. Pour sa part, et contacté par nos soins, Nestlé n'a pas répondu à nos questions. ■



Yasmine Motarjemi mène son combat non seulement pour faire reconnaître le harcèlement qu'elle a vécu au sein de la multinationale, mais aussi pour améliorer la gestion de la sécurité des aliments. En témoignant, elle souhaite également alerter les employés de Nestlé sur les pratiques de l'entreprise.

«CONTRE NESTLÉ, JE ME BATTRAIS JUSQU'AU BOUT»

Après avoir été harcelée puis licenciée, Yasmine Motarjemi poursuit son long combat judiciaire contre la multinationale pour obtenir justice

QUESTIONS RÉPONSES

Au cours de votre carrière, qu'avez-vous dénoncé?

Yasmine Motarjemi: J'ai souvent dit que les ressources manquaient, et cela ne plaisait pas. J'ai vécu des situations très graves. Par exemple, on me demandait d'approuver des spécifications (ingrédients et quantités, *ndlr*) pour des laits infantiles, sans me dire sur quoi elles reposaient. Ces chiffres étaient en fait basés sur des études qui dataient de plus de vingt ans, j'ai donc demandé que les proportions de vitamines, notamment A et D, soient changées. Il aura fallu attendre qu'il y ait un incident chez la concurrence pour que Nestlé réalise l'importance de ma demande. Malgré cela, en 2005, un gros scandale a éclaté après la commercialisation en Chine d'un lait infantile qui violait les réglementations en iode. Le produit était mis sur le marché en toute connaissance de cause. L'usine manquait de ressources pour corriger le problème. Autre exemple, en 2002, j'ai eu vent de plaintes de consommateurs à la suite de l'étouffement de bébés à cause de biscuits. Aucun n'était mort, mais pour moi, ces cas étaient déjà trop graves pour ne rien faire. On m'a répondu qu'il ne fallait pas exagérer, que c'était marginal. Je mène mon enquête et me rends compte qu'une quarantaine de plaintes ont été formulées, juste en 2002, mais que Nestlé avait connaissance du problème depuis des années. Je préviens mes supérieurs que c'est inacceptable et risqué pour Nestlé, et je demande que le produit soit changé ou qu'on augmente l'âge de la consommation, qui était prévu pour des enfants de 8 mois. Il faut savoir que Nestlé était le seul sur le marché à proposer des biscuits pour des bébés si jeunes, il avait donc le monopole. En 2003, on me dit que le problème a été corrigé et qu'il n'y a plus de plainte. Ce qui était faux, apparemment Nestlé a continué avec cette pratique pendant des années. Dans les années 2008, 2009 puis 2012, des enfants se sont étouffés et certains sont morts, avec les produits Knacki de Herta (marque apparte-

nant à Nestlé, *ndlr*). C'était exactement les mêmes erreurs que je dénonçais. Chez Nestlé, l'éthique ne pèse pas lourd face au profit.

Quelle forme prend le harcèlement?

A la suite du scandale ITX en 2005, où le lait infantile était contaminé par une substance chimique de l'encre présente sur l'emballage, mon chef a été destitué et remplacé en 2006 par l'ancien directeur de Nestlé France. Ce dernier avait déjà une dent contre moi. Les représailles ne se sont pas fait attendre. Il aurait pu me licencier mais il m'a maintenue avec l'objectif de me détruire. Il bloquait mes projets et mes instructions, m'humiliait, semait la zizanie dans mon équipe, me muselait, transférait mes dossiers à d'autres services sans me prévenir, me blâmait pour des choses dont je n'étais pas responsable ou encore court-circuitait les infos. J'étais devenue invisible, complètement isolée: les collègues ne voulaient plus travailler avec moi, car ils savaient que ça ne mènerait à rien.

Vous ne trouviez pas de soutien?

Je réalisais que ce que je subissais était du mobbing, mais comment faire pour le prouver? C'est tellement insidieux, une succession de petites choses auxquelles il pouvait trouver une excuse à chaque fois... C'est alors que je me suis tournée vers la direction en leur disant que j'étais mobbée et que je ne pouvais plus faire mon travail, et que, par conséquent, la sécurité alimentaire n'était plus assurée. Je demande plusieurs fois un audit externe de mon département, en vain. Pendant tout ce temps, mon harceleur a continué et m'a menacée de «me mettre dans un placard», c'est-à-dire de me transférer à un autre poste.

Pourquoi avoir enduré autant?

Je me suis posée la question de partir, et puis, j'ai décidé de rester pour me battre. Je ne pouvais pas ne rien dire. C'était une question de dignité. Mes parents étaient médecins. En pensant comme un médecin, je me suis dit qu'un soignant ne quitte pas une épidémie, tout comme un pompier ne fuit pas devant un feu. Face à un problème clair de santé publique, je suis restée pour le combattre de l'intérieur.

Vous finissez par être licenciée...

Le chef en question me propose deux postes: un qui était impossible à réaliser avec les moyens mis à disposition, et qui était donc voué à l'échec, et l'autre était un placard, un poste qui n'avait jamais existé et qui n'était pas fait pour moi. Je refuse, car la direction n'accepte pas mes conditions. Après trois ans et demi de mobbing, celle-ci consent à faire une enquête sur mon harcèlement mais refuse toujours l'audit de la sécurité des aliments. L'enquête est menée sans que j'aie l'occasion de rapporter mes allégations et de présenter mes preuves, mes témoins ne sont pas entendus non plus. Je me tourne donc vers mon assurance juridique, qui me soutient et écrit au PDG pour demander audience. Sans donner de réponse, ce dernier me licencie sur-le-champ en février 2010 pour «différence d'opinion avec [mon] supérieur».

Qu'est-ce qui vous pousse jusqu'au procès?

Quand Nestlé me licencie, on me propose 300 000 francs à condition de garder le silence. Je ne voulais pas d'argent sans la reconnaissance du tort moral que j'avais subi. Chose qu'ils n'ont jamais voulu admettre. J'ai donc refusé l'argent et, en mars 2011, j'ai porté plainte pour harcèlement.

Au péril de votre vie, cela dit...

Je suis tombée au plus bas. Les psychologues qui m'ont évaluée ont confirmé que j'étais passée par des périodes suicidaires. J'ai touché l'AI, puis le chômage jusqu'en 2012. Je n'ai jamais réussi à retrouver du travail, j'étais blacklistée. Plusieurs autres procès ont eu lieu. Nestlé a porté plainte pour violation du secret professionnel, alors que tout ce que j'avais raconté aux médias n'était que ce que j'avais rapporté aux autorités judiciaires. Puis, le fonds de pension de Nestlé a porté plainte au Tribunal des assurances sociales. Il y a eu encore d'autres demandes. Tout était fait pour me briser. J'ai dépensé toutes mes économies pour me défendre dans des procès qui m'ont déjà coûté environ un demi-million de francs, dans l'objectif de faire éclater la vérité sur mon expérience chez Nestlé pour condamner le harcèlement moral, mais aussi de tirer des leçons afin d'améliorer la gestion de la sécurité des aliments.

Quel problème pose le verdict?

Après huit ans de procédures, le tribunal a reconnu, en janvier 2019, que j'avais été mobbée, mais qualifie ma plainte d'irrecevable. Il rejette ma demande de dédommagement et le motif par le fait que Nestlé a pris des mesures correctives et que, par conséquent, Nestlé n'a pas violé la loi. Ce qui est faux: le harcèlement n'a pas été reconnu par Nestlé, sinon il n'y aurait jamais eu de procès. Quant à mon harceleur, il n'a pas été sanctionné et est resté en place jusqu'à sa retraite. De plus, Nestlé n'a jamais donné suite à mes alertes internes concernant la gestion de la sécurité des aliments. Disculper Nestlé est une façon de tolérer le mobbing, de le faire perdurer et de donner le mauvais exemple aux autres sociétés.

Votre combat, vous le menez aussi pour les autres...

C'est dans les crises qu'on apprend vraiment à connaître son employeur. Je ne me suis pas assez méfiée. Raconter mon histoire est donc une manière pour moi d'alerter les employés de Nestlé sur les pratiques de l'entreprise et sur le fait que la justice n'est toujours pas du côté des victimes de harcèlement. J'ai poursuivi mon combat pour améliorer la sécurité des aliments au niveau mondial à travers la publication d'un livre sur la gestion de la sécurité alimentaire dans les industries agro-alimentaires et attiré l'attention sur l'importance du facteur humain dans la gestion des risques.

Que va-t-il se passer maintenant?

J'ai fait recours contre le jugement un mois après. J'attends toujours la décision de la Cour d'appel du canton de Vaud. Je suis déterminée à aller jusqu'au bout.

Quelle serait l'issue idéale de ce conflit pour vous?

Que Nestlé s'excuse publiquement et reconnaisse le tort causé, d'une part, et qu'il me verse des indemnités pour couvrir mes dépenses liées au procès et à ma perte de gains, d'autre part. Enfin, que les leçons soient tirées de cette expérience et que le système interne d'alerte soit renforcé afin que cela n'arrive plus. Une issue un peu plus réaliste serait que la justice reconnaisse le harcèlement et exige de Nestlé des dédommagements.

En quoi, selon vous, le projet de loi suisse sur les lanceurs d'alerte est-il lacunaire?

Il dit que les entreprises doivent prévoir un système d'alerte interne, mais ne propose aucune mesure de protection des employés contre les représailles telles que le mobbing, la placardisation ou le licenciement. Avoir un système d'alerte interne est très bien, mais c'était déjà le cas de Nestlé à l'époque et, la preuve, il n'a pas fonctionné. Dans le cadre légal existant aujourd'hui, ce projet ne joue pas. Il n'inclut toujours pas la réintégration de l'employé, ne condamne pas sévèrement le harcèlement psychologique et ne prévoit pas de sanction vraiment dissuasive: les grandes entreprises restent donc protégées et ce sont les travailleurs qui y perdent. ■

YASMINE MOTARJEMI, UN EXEMPLE DE COURAGE

Yves Defferrard, secrétaire régional d'Unia Vaud, ne souhaite pas commenter le cas en tant que tel mais tient à saluer «le courage et la ténacité exemplaires» de Yasmine Motarjemi face à la multinationale. «Cette affaire illustre bien la faiblesse du droit suisse ainsi que la nécessité de protéger les lanceurs d'alerte au sein des entreprises, tout comme les représentants du personnel.» Pour le responsable syndical, il est honteux qu'un pays comme la Suisse, berceau des organisations internationales, ne respecte pas les engagements qu'il a pris. «Malgré les plaintes successives déposées par l'USS auprès de l'Organisation internationale du travail, la Suisse n'a toujours pas fait le nécessaire pour faire respecter la Convention 87 sur la liberté syndicale.» Pour rappel, des discussions tripartites impliquant syndicats, employeurs et gouvernement sont en cours pour tenter de trouver un accord dans ce sens. «En tant qu'organisation défendant les travailleurs, nous demandons que les activités syndicales des employés soient protégées et que des sanctions, dissuasives et non alibis, soient prises à l'encontre de ces entreprises», conclut Yves Defferrard. ■

Cécile Gavlak
Photos Alexis Voelin

Dans mon dos, le bourg d'Undervelier (JU), près de Delémont. J'emprunte le chemin bétonné vers la ferme du Montois pour la première fois. Juillet, c'est le mois des vacances, mais au bout de ce chemin, les congés n'existeront plus, ni les week-ends, les salaires, les horaires. Pas même les contrats de travail. Signer, c'est s'engager. Donc si rien n'est écrit, il faut parier sur la confiance, avancer en équilibriste dans la relation à l'autre. Dès mon arrivée, un collier de prénoms se déroule entre le pas de la porte et la cuisine. Reto, Udo, Bernhard, Claude, Laura. Denise, Raymond, Esther, Camillo: les neuf habitants permanents. Ce midi, c'est au tour d'Esther de préparer le dîner. Elle s'est inscrite sur le planning. S'est engagée. Quelques minutes plus tard, un coup de clairon prévient loin à la ronde, sur les onze hectares de terrain, que le repas est prêt. Petit à petit, tout le monde arrive, puis le ballet commence entre le buffet et la table. Chacun se sert du risotto aux accents citronnés, courgettes et ciboulette.

Je viens d'arriver dans un pays: Longo Maï, «que cela dure longtemps» en provençal. Abrégez «Longo». Gentilé: Longomaïens. Régime politique: autogestion, avec un esprit libertaire. Longo Maï est le nom d'un réseau qui rassemble 200 personnes dans dix coopératives autogérées, en Suisse, France, Allemagne, Ukraine, Autriche. La ferme du Montois, l'une des plus petites, existe depuis 1987. Mais la racine de Longo Maï remonte à plus loin. En 1973, deux groupes activistes d'extrême gauche – Hydra en Suisse et Spartakus en Autriche – s'unirent pour fonder ces communautés dans des régions rurales désertifiées. La toute première et la plus peuplée, en Provence, rassemble 80 personnes aujourd'hui. Immédiatement, l'agriculture s'impose comme moyen de subsistance et comme rentrée d'argent; le militantisme aussi; le refus du salariat; les dons en soutien à leurs luttes pour la diversité des semences, pour l'accueil de réfugiés, contre l'agriculture industrielle. Après manger, c'est la réunion du lundi. Je découvre le nerf du collectif: le consensus. Pas de président de séance, la parole coule et les décisions se prennent au fil des discussions. Ils ont une formule qui résume ce mode de gouvernance: «Le consensus, ça ne veut pas dire que tout le monde doit être d'accord avec la décision prise. Ça veut dire que tout le monde peut vivre avec cette décision.» A chacun la responsabilité d'opposer son veto si nécessaire. Le bien-être du groupe et celui de l'individu se balancent inlassablement. J'ai la sensation que cette réunion leur est vitale, l'impression que leur responsabilité débute ici, dans cette salle. Pas moyen, pas question d'être passif. Il faut s'exprimer, se renseigner, comprendre, se comprendre, se remettre en question, se sentir concerné par la moindre couture du monde.

CHORÉGRAPHIE DE BROUETTES

L'après-midi suivant, une dizaine de personnes participent à une chorégraphie d'outils et de brouettes. Il faut retirer le fumier de l'étable pour le nettoyage annuel. Camillo Römer, Allemand de 33 ans, chorégraphe de ce



Comme Regina, des personnes passent régulièrement quelques jours ou semaines pour aider. Ce jour-là, c'est le nettoyage de l'étable.



Avec Reto, Laura s'occupe des 80 moutons du troupeau. Un travail très physique. Mais l'effort, c'est ce qu'elle aime et recherche.



Lundi, après le repas, la réunion hebdomadaire s'achève par le tour des humeurs: chacun exprime ce qui va et ne va pas, ses états d'âme.

SYMPHONIE EN VIE MAJEURE

A Undervelier (JU), les habitants de la ferme du Montois refusent le salariat et partagent leur temps entre l'agriculture et l'activisme politique. Ce collectif fait partie de Longo Maï, réseau européen de dix coopératives autogérées, créé en 1973

chantier, parle fort, fait rire, rit. Il est arrivé à Longo Maï jeune adulte, et habite au Montois depuis deux ans. Plusieurs tâches reviennent à chacune et à chacun. Lui s'occupe notamment des commandes de produits de la ferme; Denise Wipfli, une pionnière, lui passe le relais petit à petit. Elle a 66 ans, qua-

rante-deux ans de Longo Maï. Les premiers Longomaïens ont les cheveux blancs. Un chapitre, décisif, est en train de s'écrire, main dans la main avec les jeunes générations. L'eau a coulé sous les ponts depuis quarante ans. Campagne de presse diffamatoire; accusations d'être une secte,

finalément démenties lors d'un procès; descentes de policiers: à certains moments, les Longomaïens étaient isolés, à contre-courant. Aujourd'hui, la lutte et l'agriculture communautaire se répandent et Longo Maï est relié à une cinquantaine d'autres projets à travers l'Europe, dont la ZAD de Nantes, en

France. Claude Braun, 57 ans, est l'un de celles et de ceux qui participent à l'organisation de ces collaborations. Le lendemain, je le rejoins dans un appartement que le collectif loue dans le bourg et qui sert de bureau. Claude y organise l'envoi de leurs publications, participe à la recherche de fonds, prépare également des actions avec d'autres militants. Car absence de salaire ne signifie pas absence d'argent. Les dépenses annuelles du Montois représentent un total de 200 000 francs. La moitié provient des dons récoltés sous la bannière Pro Longo Maï, fondation basée à Bâle. L'autre moitié vient de la vente des produits de la ferme et des subventions agricoles. Pour les dépenses du quotidien, comme dans toutes les coopératives Longo Maï, chacun, en fonction de ses besoins, demande de l'argent de poche au responsable de la caisse commune, différé chaque semaine. «Ici, ma motivation n'est pas liée à la pression de générer un salaire, explique Claude. Ce qui me motive, c'est de transformer des idées en vie sociale, en vie publique. Je fais un boulot de secrétariat ordinaire, mais derrière, il y a des gens avec qui je partage un bout de conviction.» Puis, la matinée se déroule, entre e-mails et téléphones, puis Laura appelle de la ferme: le repas est prêt.

PAS TOUS DES AMIS

Plus tard, je retrouve Esther Gerber, 53 ans, dans le petit jardin d'herbes aromatiques et médicinales devant la ferme. Avec des plantes cultivées ou sauvages, elle fabrique des préparations vendues sur les marchés et utilisées par les Longomaïens pour se soigner. En taillant ses rosiers de Damas, Esther raconte son parcours comme biologiste en laboratoire pendant seize ans. Elle vit ici depuis 2010. «Notre but commun nous tient ensemble, dit-elle. On est des compagnons de combat. Seule, c'est difficile, l'engagement. Ici, je peux plonger dans une sagesse, grâce à l'expérience collective.» Sont-ils toutes et tous des amis? Pas forcément, explique-t-elle, même s'il y a des amitiés. Des collègues? Pas vraiment. Des compagnons d'engagement, mot qui se cache dans tous les plis du collectif. Un après-midi, j'aperçois Reto et Laura au milieu du troupeau de 80 moutons. Il faut les guider: traverser la rivière, grimper à flanc de colline. Et les moutons se mettent à paître. Je monte voir Laura Donzé, 29 ans, arrivée ici en 2016. On s'assoit au milieu des animaux qui essaient de manger mon carnet, mes chaussures, pendant qu'elle retrace son parcours: Sciences de l'environnement, puis arboriculture fruitière, avant d'opter pour l'action, au Montois. Elle est tombée amoureuse de Reto et du collectif lors d'un chantier. «Ce que j'aime, c'est vivre un souvenir ensemble, dit Laura. Et puis, aider les autres dans leur travail, ça permet de les remplacer quand ils ne sont pas là. Je ne dirais pas que je suis paysanne, mais plutôt que tous ensemble, le collectif, on est un paysan.» Mon dernier jour ici est un samedi. Dans la soirée, une camionnette apparaît au bout du chemin. Une nouvelle famille emménage ce soir au Montois. Les parents et leurs deux enfants descendent de voiture pour se joindre au repas. Puis, la plus petite s'assoit sur la balançoire, pas rassurée. Elle s'élance, encore, dans un mouvement qui tend toujours vers l'équilibre. ■



Raymond Gétaz parle de l'apiculture comme d'une science qui l'oblige à avoir une présence régulière ici depuis trente ans.



Déjà début juillet, on prépare l'hiver lors d'un chantier collectif. Il faut ramasser le bois et le transporter dans la grange.

À DÉCOUVRIR

Cet article est la version condensée d'un reportage texte et photos de 32 pages, réalisé en juillet 2019 pour *Ici Bazar*, revue qui explore un autre monde du travail, plus humain. La revue sur Longo Maï a été publiée en octobre. Une nouvelle édition, consacrée à l'Épicerie des Quatre Vents et à son épicière, à Moëlan-sur-Mer dans le sud Finistère, vient de paraître. Elle peut être commandée en ligne. Disponible également dans plusieurs librairies de Suisse romande. ■ **L'ES**

Pour plus d'informations ou s'abonner:
icibazar.com
Site de Longo Maï:
prolongomaif.ch